



Assemblée générale

Cinquantième session

92^e séance plénière

Jeudi 14 décembre 1995, à 15 heures

New York

Documents officiels

Président : M. Freitas do Amaral (Portugal)

En l'absence du Président, M. Kittikhoun (République démocratique populaire lao) assume la présidence.

La séance est ouverte à 15 h 20.

Point 46 de l'ordre du jour (suite)

Assistance au déminage

Rapport du Secrétaire général (A/50/408)

Projet de résolution (A/50/L.57)

M. Yang Lee (République de Corée) (*interprétation de l'anglais*) : Avant toute chose, ma délégation voudrait s'associer aux orateurs qui l'ont précédée pour exprimer notre reconnaissance au Département des affaires humanitaires, pour l'importante et précieuse contribution qu'il apporte au règlement de la question des mines terrestres.

La question des mines terrestres est un problème grave et important pour la communauté internationale, un problème qui a des conséquences humanitaires dévastatrices pour le monde.

Contrairement à d'autres armes classiques, les mines terrestres représentent une menace particulière dans une situation faisant suite à un conflit. Longtemps après le rétablissement de la paix, les mines terrestres et autres engins non explosés continuent de façon non discriminatoire

de blesser, de mutiler et de tuer. Le résultat est que ce sont surtout des civils et non des combattants qui sont victimes de ces armes. De plus, le danger et l'incertitude causés par les mines retardent le rapatriement des réfugiés, entravent l'acheminement des secours humanitaires d'urgence et bloquent le processus de reconstruction de l'économie nationale. En fait, les mines terrestres présagent un terrible héritage pour des sociétés fragiles et déchirées par la guerre, en entravant toutes les phases de développement socio-économique et politique. Avec plus de 100 millions de mines disséminées à travers 62 pays, ce problème a pris des proportions mondiales.

La gravité de la question mondiale des mines terrestres exige une action concertée de la communauté internationale. Conformément à la résolution 49/215, la Réunion internationale sur le déminage a eu lieu à Genève en juillet dernier. Cette réunion mondiale, à laquelle ont participé près de 100 pays — y compris la République de Corée — et divers organismes internationaux et organisations non gouvernementales, a été l'occasion de mobiliser à grande échelle le soutien international en faveur du déminage. Ma délégation est grandement encouragée par la détermination et l'engagement manifestés par de nombreux pays lors de la Réunion internationale sur le déminage, s'agissant de s'attaquer à ce problème, dans un esprit de coopération internationale. En plus de générer un soutien financier substantiel en faveur des activités de déminage des Nations Unies, cette Réunion s'est révélée précieuse en accroissant

la prise de conscience internationale de la question des mines terrestres, et utile au renforcement de la coopération technique internationale à cet égard.

Ma délégation constate avec une vive préoccupation que le nombre de mines posées chaque année dépasse de loin celui des mines neutralisées dans le même laps de temps. Selon le rapport du Secrétaire général figurant au document A/50/408, l'an dernier environ 100 000 mines terrestres ont été enlevées, tandis que plus de 2 millions d'autres ont été posées. Ces chiffres troublants indiquent clairement que le déminage ne peut suffire à lui seul à venir à bout de ce grave problème. Une approche plus globale et préventive doit être élaborée.

Il faut avant tout que des restrictions soient imposées à la prolifération des mines antipersonnel, réduisant ainsi toute possibilité d'accès irresponsable à ces armes meurtrières. La mise en oeuvre par la communauté internationale d'un moratoire sur l'exportation des mines antipersonnel constitue à cet égard une initiative importante. Vu que la plupart des pays truffés de mines terrestres n'en fabriquent pas, ces mesures atténueront sensiblement les pertes humaines et économiques causées par les mines terrestres.

Le 28 septembre de cette année, M. Gong Ro-Myung, Ministre des affaires étrangères de la République de Corée, dans son allocution à la cinquantième session de l'Assemblée générale, a annoncé la décision de notre gouvernement d'adopter un moratoire d'une année, susceptible d'être prorogé, soulignant ainsi la volonté de la République de Corée de résoudre ce grave problème et de se joindre au nombre croissant des pays qui appliquent des moratoires nationaux à l'exportation de mines terrestres antipersonnel.

Bien que mon pays ne soit pas encore partie à la Convention de 1980 sur certaines armes classiques, nous avons indiqué que nous étions vivement intéressés par l'effort déployé par la communauté internationale pour renforcer le Protocole II de la Convention, et à cet égard, nous souhaitons que la reprise des sessions de la Conférence d'examen aboutiront à des résultats significatifs.

L'Organisation des Nations Unies a joué un rôle indispensable en matière d'assistance au déminage terrestre. Ma délégation rend hommage à l'Organisation pour les efforts et les activités entrepris dans ce domaine et pour sa constante détermination de renforcer l'efficacité des programmes de déminage. Mon gouvernement considère que divers canaux d'assistance au déminage — au moyen d'arrangements bilatéraux ou régionaux — doivent

demeurer ouverts. Cela dit, nous demeurons fermement convaincus que le rôle de coordination de l'ONU dans ces efforts doit être renforcé afin d'éviter d'allouer des ressources à des activités inefficaces.

Mon gouvernement soutient également le Fonds d'affectation spéciale volontaire pour l'assistance au déminage, créé l'an dernier par l'Assemblée générale conformément à sa résolution 48/7. À cet égard, je suis très heureux d'annoncer que mon gouvernement a décidé de verser une contribution volontaire de 100 000 dollars à ce Fonds.

Enfin, en tant que l'un des auteurs du projet de résolution figurant au document A/50/L.57 sur l'assistance au déminage, ma délégation tient à dire qu'elle espère sincèrement que le projet de résolution sera adopté sans être mis aux voix.

M. Pine (Nouvelle-Zélande) (*interprétation de l'anglais*) : La Nouvelle-Zélande souhaite travailler à l'élimination complète des arsenaux mondiaux des mines terrestres antipersonnel. Cet objectif a été indiqué du haut de cette tribune par le Ministre néo-zélandais des affaires étrangères dans sa déclaration au cours du débat général. Je souhaite le réaffirmer aujourd'hui.

Fidèle à cette position, la Nouvelle-Zélande a pris part à la première Conférence d'examen de la Convention sur certaines armes classiques qui a eu lieu en septembre, prête à soutenir un consensus international pour éliminer immédiatement les mines terrestres antipersonnel. Vu que cette position — qui a notre préférence — n'était pas celle envisagée, nous avons participé au processus d'examen avec un certain nombre d'objectifs précis tendant à prendre les mesures les plus fermes possibles de contrôle des mines terrestres.

Ces objectifs comprenaient une vérification effective et rationalisée et un système de respect des règlements, y compris au moyen d'enquête; l'imposition de restrictions à l'importation et à l'exportation de mines antipersonnel, s'agissant en particulier des entités non parties et non étatiques; l'élargissement des dispositions de la Convention pour qu'elle couvre les conflits internes aussi bien qu'internationaux — il est regrettable que la plupart des problèmes liés aux mines terrestres résultent de conflits ayant eu lieu au sein et non entre États; l'interdiction de mines non détectables et de celles conçues pour être déclenchées par un appareil détecteur de mines; l'interdiction des mines terrestres de longue durée; et notre proposition de tenir plus souvent des conférences d'examen.

Il n'a pas même été possible, hélas, d'adopter des mesures intérimaires comme celles-ci. Il faut manifestement travailler davantage pour convaincre certains États que les normes internationales ont changé. Nous nous engageons à appuyer cet effort lorsque la Conférence d'examen se réunira en janvier l'année prochaine.

Un facteur qui offre quelque espoir est l'adoption consensuelle par l'Assemblée générale il y a deux jours de la résolution relative au moratoire sur l'exportation des mines terrestres antipersonnel. En saluant le moratoire unilatéral adopté par quelque 25 pays, l'Assemblée générale a encouragé les autres à faire de même, et a demandé instamment à toutes les parties à la Convention sur certaines armes classiques de parvenir à un accord sur des mesures visant à renforcer les interdictions et les restrictions relatives à l'emploi des mines terrestres et à leur transfert.

Mais alors même que nous lui recherchons des solutions à long terme, le problème des mines terrestres continue de s'aggraver. Comme nous l'avons entendu à la Réunion internationale sur le déminage, qui s'est tenue cette année à Genève, conformément à la résolution 49/215, il y a maintenant plus de 110 millions de mines terrestres enfouies dans le sol de plus de 60 pays. Et, pis encore, comme nous en avons été informés de nouveau aujourd'hui, bien qu'environ 100 000 mines aient été enlevées l'année dernière, plus de 2 millions de nouvelles mines ont été posées.

C'est un héritage terrible pour les populations civiles dans le monde. Des centaines de personnes sont tuées ou estropiées chaque semaine — pour la plupart des civils innocents — et bon nombre d'entre elles sont des enfants sans défense.

La Réunion de Genève a traité la question à deux niveaux. Premièrement, elle a permis aux gouvernements de promettre 20 millions de dollars au Fonds d'affection spéciale des Nations Unies pour l'assistance au déminage, en plus des 60 millions de dollars affectés à d'autres activités de déminage. Reconnaisant le rôle humanitaire essentiel que joue le Fonds et la nécessité d'en assurer régulièrement le financement, la Nouvelle-Zélande s'engage à verser annuellement 100 000 dollars néo-zélandais pendant les trois prochaines années. Ces contributions, avec le financement du budget ordinaire, permettent de placer les programmes de déminage des Nations Unies sur une base financière solide.

La Réunion a également permis aux experts d'examiner toute la série de questions relatives au déminage,

l'objectif étant de mettre au point des programmes de nature à utiliser efficacement les fonds disponibles.

D'après la Nouvelle-Zélande, il est possible de faire plus à cet égard. Nous disons cela en nous fondant sur notre expérience, tant sur le terrain qu'ici, au Siège des Nations Unies.

La Nouvelle-Zélande a participé aux opérations de déminage des Nations Unies en Afghanistan, au Cambodge, au Mozambique et en Angola. Au Mozambique nous avons joué un rôle de leader en redressant un programme qui avait de graves problèmes de mise en oeuvre. Maintenant nous sommes également engagés dans le règlement de problèmes de mise en oeuvre en Angola.

En Bosnie centrale notre contingent de troupes de maintien de la paix, sur sa propre initiative, a introduit un programme de sensibilisation et d'éducation en matière de déminage, qui a été repris par d'autres unités de maintien de la paix.

Ici, à New York, nous sommes heureux de voir que le Secrétaire général a fait du Département des affaires humanitaires un centre vital de liaison du système des Nations Unies pour la coordination des activités de déminage. Ce point central est essentiel si l'on veut que l'Organisation tire profit de l'expérience acquise au cours des différentes opérations. Les responsables des différents programmes devraient éviter de perdre leur temps à essayer de réinventer la roue.

La Nouvelle-Zélande a donc contribué financièrement au renforcement du Groupe de déminage et des politiques du Département des affaires humanitaires. En outre, elle a détaché auprès du Secrétariat deux membres de ses forces de défense ayant l'expérience du déminage.

Le projet de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui, document A/50/L.57, dont la Nouvelle-Zélande s'est portée coauteur, rappelle les importants progrès qui ont été faits pour doter les Nations Unies de la capacité de répondre au défi que posent les opérations de déminage. Mais davantage doit être fait. Les activités de déminage du Département des opérations de maintien de la paix et du Département des affaires humanitaires font trop souvent double emploi. Comme je l'ai dit, le Secrétaire général a fait du Département des affaires humanitaires le point central de coordination des activités de déminage. La Nouvelle-Zélande estime que l'ONU devrait rassembler les ressources dont disposent le Département des affaires humanitaires et le Département des opérations de maintien

de la paix pour les activités de déminage afin de pouvoir oeuvrer de façon plus efficace et plus coordonnée aux activités de déminage en vue de faciliter les opérations de maintien de la paix et l'acheminement des secours humanitaires, à la fois pendant et après la période du mandat.

Il faut insister davantage sur la création de capacités nationales. C'est là le seul moyen d'assurer à long terme un déminage à grande échelle. Le fait qu'on puisse utiliser à court terme les capacités et l'expérience d'équipes de déminage et celles d'organisations non gouvernementales ne doit nullement être une raison pour les pays où sont disséminées des mines de ne pas chercher à se doter au plan national des moyens de les éliminer. À ce jour, la Nouvelle-Zélande a toujours orienté ses contributions vers le développement des capacités de déminage. Elle continuera d'orienter ses efforts en ce sens.

Il n'y a pour l'instant aucun moyen de résoudre ce problème dévastateur. Nous ne pouvons qu'offrir notre aide et nos compétences à ceux qui sont le plus touchés. Nous invitons les autres pays à se joindre à nous — à la fois à la table des négociations internationales et dans les champs de mine du monde — pour montrer qu'il existe au plan international une volonté de réduire, en attendant de pouvoir peut-être la supprimer, la menace que font peser les mines terrestres.

M. Ouch (Cambodge) : L'Assemblée générale, en adoptant ces deux dernières années les résolutions au titre du point intitulé «Assistance au déminage», a fait part, de façon convaincante, des préoccupations mondiales en ce qui concerne la lourde menace que fait peser sur des millions de vies humaines la présence de millions de mines terrestres disséminées dans un grand nombre de pays dans le monde, y compris le Royaume du Cambodge, et des énormes efforts que fait la communauté internationale pour trouver une solution définitive à ces problèmes afin d'alléger les souffrances et les misères indicibles dont sont victimes des civils innocents, y compris des femmes et des enfants, et pour défendre leur droit à la vie et au progrès économique et social.

C'est avec un grand intérêt que ma délégation a pris connaissance du rapport détaillé du Secrétaire général (A/50/408). Nous tenons à l'en remercier profondément. Ce rapport reflète le caractère et les dimensions du problème des mines terrestres et des autres engins explosifs, ainsi que les efforts inlassablement déployés, tant au niveau international que national, en vue de résoudre ces problèmes pressants. Il nous éclaire également sur l'ampleur et la complexité de la tâche à accomplir et sur l'urgence de

renforcer et d'améliorer la coordination des efforts internationaux en matière d'assistance au déminage. Nous souscrivons à l'opinion du Secrétaire général, exprimée dans le rapport en question, pour ce qui est de l'examen de la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques lors de la prochaine réunion des États parties, de la restriction sensible du transfert des mines terrestres, de leurs composants et des techniques connexes, et de l'application du moratoire sur l'exportation des mines terrestres antipersonnel, conformément aux résolutions 48/75 K et 49/75 D de l'Assemblée générale de l'ONU.

Le Cambodge, qui a souffert d'une longue guerre doit encore subir davantage de souffrances du fait de la présence des mines qui continuent de faire obstacle au processus de reconstruction nationale bien après la fin du conflit.

Dans les Accords de paix signés à Paris en 1991, le déminage a été une des solutions aux problèmes du Cambodge visant à assurer le retour à la normale de toute la vie sociale et économique, après plus de 20 années de guerre, qui ont laissé de nombreuses régions du pays infestées par des mines terrestres dont le chiffre se situe entre 8 et 10 millions. Comme l'indique le Secrétaire général dans son rapport, un Cambodgien sur 236 a perdu l'usage d'au moins un membre. Il existe à l'heure actuelle 40 000 amputés.

Ces mines terrestres continuent à faire chaque mois de plus en plus de victimes, dont la majorité sont âgées de 20 à 30 ans, et constitueront un danger permanent pour la vie de notre population dans les 75 années à venir. L'élimination de ce danger exige un investissement énorme en temps et en argent. Pour les pays pauvres comme le Cambodge, cette lourde tâche constitue un fardeau supplémentaire aux destructions léguées par le régime des Khmers rouges et les années de guerre.

Malgré ses maigres ressources, mais conscient de sa responsabilité sur le plan humanitaire, le Gouvernement royal du Cambodge a, avec le soutien de l'Autorité provisoire des Nations Unies au Cambodge (APRONUC), créé en juin 1992 le Centre cambodgien de déminage en vue de relayer l'APRONUC dans son programme de déminage et afin de se doter d'une structure nationale intégrée qui lui permette de renforcer les moyens dont il dispose en matière de déminage. Avec ce programme d'assistance au déminage lancé conjointement par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le Département des affaires humanitaires des Nations Unies, le Centre cambodgien de déminage a entamé officiellement ses opérations en novembre 1993, et il s'est engagé à établir, en

coopération avec la communauté internationale, un programme de déminage qui comporte quatre grands volets : le déminage, la formation au déminage, le levé des champs de mines et la sensibilisation aux dangers des mines.

Le 13 février 1995, suite à la décision du Gouvernement, le Conseil d'administration du Centre cambodgien de déminage a été créé. Le rôle de ce conseil est de donner des directives au Centre, conformément au programme de reconstruction du Gouvernement, dont le déminage est l'une des priorités. En plus du Conseil d'administration, un Comité directeur a été formé; il est composé de représentants des pays donateurs et du PNUD et se réunit tous les six mois. À chaque réunion, le Centre cambodgien de déminage doit présenter son plan de travail, un rapport sur les progrès réalisés et les autres problèmes d'intérêt pour la discussion.

Le financement fourni par la communauté internationale aux opérations de déminage dans le cadre du programme précité prendra fin au mois d'avril 1996, alors que le Gouvernement royal du Cambodge se heurte à de graves difficultés, tant économiques que financières, et que la vie paisible de milliers de Cambodgiens continue d'être menacée chaque jour par les hors-la-loi khmers rouges, qui ne cessent de se livrer à des activités de destruction et de sabotage le long de la frontière entre le Cambodge et la Thaïlande. De ce fait, aussi longtemps que ces activités se poursuivront, le nombre de personnes déplacées et de victimes ne cessera d'augmenter.

À cet égard, parallèlement aux efforts inlassablement déployés par le Gouvernement royal du Cambodge en vue de résoudre pacifiquement ces problèmes, ma délégation tient à lancer un appel à tous les pays amis et à la communauté internationale pour qu'ils continuent d'accorder une assistance au Centre cambodgien de déminage bien au-delà de la date limite d'avril 1996, pour qu'il puisse trouver une solution définitive à ce problème pressant.

Profitant de cette occasion solennelle, qu'il me soit permis, au nom du Gouvernement du Cambodge et du peuple cambodgien tout entier, d'exprimer notre profonde gratitude aux Gouvernements et aux peuples de l'Australie, de la Belgique, du Canada, du Danemark, des États-Unis d'Amérique, de la France, de la Hollande, du Japon, de la Nouvelle-Zélande, de la Norvège, du Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, de la Suède, ainsi qu'au PNUD et à toutes les institutions intéressées de l'ONU, pour leur assistance opportune et désintéressée au programme de déminage au Cambodge. Nos remerciements s'adressent également aux organisations non gouvernemen-

tales, telles que Norwegian People's Aid, Handicap International, Halo Trust, Mine Advisory Group et la Compagnie française d'assistance spécialisée (COFRAS), pour leur assistance et leur coopération étroite et fructueuse.

Les problèmes que posent la culture des terres, la tragédie humaine dans les pays affectés, et le coût élevé de l'enlèvement des mines sont des raisons suffisantes pour oeuvrer conjointement à l'interdiction totale de la fabrication et de l'exportation des mines. C'est dans cet esprit que le Gouvernement royal du Cambodge a exprimé son soutien total à la proposition présentée par le Président des États-Unis à la quarante-neuvième session de l'Assemblée générale de l'ONU en vue de l'élimination définitive des mines terrestres antipersonnel, et qu'il se prépare actuellement à signer la Convention de Genève du 10 octobre 1980 sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination et ses protocoles. Il se réjouit également de s'être porté coauteur du projet de résolution A/C.1/50/L.45 concernant le moratoire sur l'exportation de mines terrestres antipersonnel, et du projet de résolution A/50/L.57 sur l'assistance au déminage, lequel est soumis aujourd'hui à l'Assemblée générale pour décision.

M. Rowe (Australie) (*interprétation de l'anglais*) : Tous les débats consacrés au problème des mines terrestres sont remplis de statistiques et d'images verbales d'une nature profondément choquante et inquiétante, dans lesquelles il est question de quantités de civils, y compris des enfants, tués et blessés, de la gravité de leurs blessures, du coût de leur rééducation, des incidences sur leurs moyens d'existence et leurs perspectives de vie familiale, de la superficie de terres arables inutilisées et des innombrables conséquences sociales et politiques débilantes qu'entraîne le fait de vivre constamment dans la terreur.

Le déminage doit être l'une de nos priorités les plus élevées dans la coopération pour le développement, au niveau tant bilatéral qu'à celui de l'ONU et des organisations régionales. Il n'y a pas de façon simple de mobiliser les ressources nécessaires pour le déminage. Nous comprenons qu'il existe une dimension politique dans les discussions intergouvernementales sur cette question, dimension qui perpétue l'idée que les pays développés gardent pour eux, dans l'intérêt de leurs avantages commerciaux et militaires, des techniques de déminage nouvelles et efficaces qui devraient être communiquées à l'ONU.

J'aimerais citer ce que quelqu'un a écrit à ce propos :

«Le coût du déminage, s'il est entrepris sérieusement, serait probablement égal au budget total de développement de certains des pays infestés de mines les plus pauvres. La raison en est que le déminage continue d'être effectué par une seule personne qui, à l'aide d'un bâton, tâte le sol centimètre par centimètre. Il s'agit d'un processus lent et dangereux, et les progrès se mesurent en mètres plutôt qu'en kilomètres carrés. Les solutions de rechange comportent toutes des limitations importantes, et les méthodes convenant au déminage de champs de bataille ne conviennent pas pour une zone plus large où vivent des civils. De nouvelles techniques de déminage pour les zones habitées par des civils sont étudiées actuellement, mais leur utilisation est encore soit limitée soit fait l'objet de recherche et de mise au point. Les experts en déminage conviennent en général que bien que de nouvelles techniques peuvent permettre de réaliser des économies importantes de temps et d'argent dans certaines situations de déminage, aucun miracle technologique ne fera disparaître le problème.»

Dans ce contexte, nous souhaitons attirer l'attention des délégations sur la résolution concernant les mines terrestres antipersonnel adoptée à la vingt-sixième Conférence internationale de la Croix-Rouge et du Croissant-Rouge qui vient de s'achever, qui prie instamment les États de prendre des mesures concrètes pour accroître leur appui aux efforts de déminage.

Au rythme et à l'échelle dont il doit être effectué, le déminage exige de l'argent — beaucoup d'argent —, des connaissances spécialisées et des programmes de formation. L'Australie a été parmi les premiers à fournir de l'assistance au déminage, sous forme aussi bien de contributions financières que de services assurés par nos experts militaires. Nous avons été l'un des premiers pays à nous rendre en Afghanistan en 1989 et le dernier à en partir en 1993. Au cours de cette période, nous avons contribué à former plus de 14 000 Afghans au déminage.

Des forces de défense australiennes continuent de servir au Mozambique et au Cambodge. Nous fournissons également un financement au Centre cambodgien de déminage et au programme accéléré de déminage mené au Mozambique par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD)/Département des affaires humanitaires (DHA), ainsi qu'au Bureau des Nations Unies pour la coordination de l'assistance à l'Afghanistan.

Nous avons dépensé 4 millions de dollars pour des opérations de déminage au Cambodge, et, comme nous

l'avons annoncé à la réunion sur le déminage tenue en juillet, notre contribution au Centre cambodgien de déminage a été de 2,5 millions de dollars pour l'exercice budgétaire 1995-1996. Nous assistons également financièrement la Croix-Rouge australienne dans son travail de réhabilitation au Cambodge.

Notre contribution financière actuelle au déminage en Angola, en Afghanistan et au Mozambique avoisine le million de dollars. Et nous avons versé une contribution de 500 000 dollars au Fonds d'affectation spéciale volontaire des Nations Unies. En Australie, nous avons augmenté les crédits affectés au déminage et à la recherche technologique, qui s'élèvent à 1 million de dollars par an. Au total, notre contribution financière globale au déminage est de l'ordre de 20 millions de dollars australiens.

Tout en étant fiers de nos efforts, nous sommes également inspirés par le courage de la population civile des zones minées, déterminées à apprendre le travail dangereux et laborieux du déminage afin de protéger les familles et de reconstruire l'économie du pays.

Ayant clairement souligné l'intérêt direct du Gouvernement australien dans ce domaine, je souhaiterais faire quelques observations supplémentaires.

L'un des aspects les plus inquiétants du problème des mines terrestres est que nous ne pouvons être sûrs, et on a des raisons d'en douter, de nous être rapprochés du rythme et de l'échelle du déminage nécessaire pour réduire le nombre de mines posées, sans parler de l'abaisser considérablement. En plus d'investir des ressources supplémentaires, nous devons être sûrs d'avoir radicalement réduit le rythme de la pose de nouvelles mines.

Je crains que, dans certains États, les forces armées régulières, des groupes d'insurgés ou des civils ne s'emploient actuellement à poser des mines, et qu'au moment même où je parle, des fabricants d'armes de certains États n'exportent des mines, indifférents au fait qu'il y a toutes les chances qu'elles soient utilisées sans précaution et aveuglement, en violation des principes humanitaires fondamentaux relatifs à la protection des civils des attaques délibérées ou indiscriminées. Ces États doivent exercer leur responsabilité et mettre un terme à l'emploi indiscriminé des mines.

L'Australie prie instamment tous les gouvernements de commencer par ratifier la Convention de 1980 sur l'emploi de certaines armes classiques et d'adopter au plan national les règles les plus strictes possibles sur l'emploi, l'importation

tation et l'exportation de mines terrestres, et de garantir que ces règles sont effectivement appliquées dans les régions sous leur contrôle. À cet égard, nous nous réjouissons de l'augmentation du taux des adhésions à la Convention depuis que l'actuelle conférence d'examen a été convoquée il y a deux ans. À cette époque, entre 30 et 35 États étaient parties à cette convention. Avec les adhésions récentes de l'Ouganda et du Togo, leur nombre est maintenant de 57 États d'après nos calculs, soit pratiquement le double. Nous espérons que cette tendance va continuer.

Les États parties à la Convention de 1980 doivent donner l'exemple en renforçant le plus possible les dispositions du Protocole II, relatif aux mines terrestres. Évidemment, du point de vue humanitaire, le résultat optimal serait une interdiction des mines terrestres. Nous supposons toutefois que le but des négociateurs à la Conférence d'examen, qui a débuté à Vienne en septembre dernier, est de trouver un équilibre entre les préoccupations humanitaires et les préoccupations militaires. Nous pensons qu'ils doivent viser plus haut que ce n'a été le cas jusqu'à présent pour arriver à un juste équilibre.

Le fait que, en septembre, certaines délégations ont remis en question les principes fondamentaux relatifs à la protection des civils, tels que le quadrillage et le marquage des champs de mines, nous préoccupe. Notre ambassadeur pour le désarmement, commentant à Vienne les circonstances qui ont abouti à la suspension de la Conférence, a déclaré :

«Le Gouvernement australien attend de cette conférence qu'elle fournisse le genre de vision perspicace à laquelle on doit la conclusion dans le passé, d'accords internationaux sur les principes humanitaires tels que les Conventions de La Haye et de Genève sur la conduite de la guerre. Ces conventions et leurs protocoles reconnaissent qu'il faut qu'il y ait un équilibre entre les exigences humanitaires et les intérêts de sécurité. Nous estimons que la Conférence n'a pas, jusqu'à présent, accordé dûment attention aux préoccupations humanitaires.»

En fait, nous avons noté que les raisons étayant certaines positions n'étaient même pas justifiées par des considérations militaires, mais étaient liées au coût financier de la mise des stocks en conformité avec les nouvelles obligations, de façon que, par exemple, les mines en plastique indétectables puissent être interdites, comme elles devraient l'être.

La Conférence a certes réalisé des progrès importants sur la voie d'un accord sur des questions importantes, comme l'application de la Convention aux conflits non internationaux, les restrictions sur les transferts, un mécanisme pour la tenue de réunions régulières des États parties, et des conférences d'examen quinquennales. Nous espérons que toutes les délégations veilleront, lors de la reprise des sessions de la Conférence d'examen, à la consolidation de ces progrès.

Nous espérons également un renforcement continu des normes internationales dans ce domaine. Le but de l'Australie est que, en attendant d'être prêts à interdire les mines terrestres, les États abandonnent au moins les redoutables mines à longue durée. Faute de quoi le problème du déminage perdurera, et nous, et les générations futures, continuerons d'être hantés par les images qui nous ont amenés à nous réunir ici aujourd'hui.

M. Ibarra (Nicaragua) (*interprétation de l'espagnol*) : Je voudrais tout d'abord, au nom du Costa Rica, d'El Salvador, du Guatemala, du Honduras, du Nicaragua et de Panama, remercier le Secrétaire général de son rapport (A/50/408), intitulé «Assistance au déminage». Il s'agit d'un document de fond sur les activités et les programmes des Nations Unies touchant au problème du déminage. Cependant, nous nous déclarons préoccupés par le fait que ce rapport n'évoque que partiellement le problème du déminage en Amérique centrale. Par exemple, il ne fait aucune allusion au Nicaragua, en dépit du fait qu'en juillet de cette année un rapport complet sur la situation du déminage dans ce pays a été soumis au Département des affaires humanitaires. Nous apprécierions beaucoup que cette omission en ce qui concerne le Nicaragua soit corrigée, ainsi qu'en ce qui concerne d'autres pays d'Amérique centrale non mentionnés dans le rapport.

Pour la troisième année consécutive, les pays d'Amérique centrale interviennent conjointement sur cette question d'importance capitale pour notre région. Nous réaffirmons notre profonde préoccupation devant la présence de mines et d'autres engins non explosés dans l'ensemble de l'Amérique centrale, présence dont les conséquences sociales, économiques et humanitaires attestées font obstacle au retour à une vie normale, propice au développement de toute la région.

Le déminage dans nos pays est indispensable à leur redressement économique et social, compte tenu notamment des conditions régnant dans les pays ravagés par des années de conflit, ainsi que du caractère complexe et coûteux des programmes de déminage.

En conséquence, la contribution de la communauté internationale, qu'elle soit bilatérale ou multilatérale ou qu'elle provienne d'organisations régionales ou d'organismes des Nations Unies, est essentielle pour alléger les effets désastreux de la présence de mines dans nos pays.

Pour cette raison, nous notons avec plaisir que le Secrétaire général a convoqué à Genève du 5 au 7 juillet 1995 la Réunion internationale sur le déminage, et nous nous félicitons des importantes contributions qui ont été promises lors de la Conférence au Fonds de contributions volontaires aux fins de l'assistance au déminage. Ces contributions permettront aux Nations Unies de commencer et d'appuyer les opérations d'une façon plus opportune et plus efficace. Il importe de noter également que la Réunion de Genève a renforcé la prise de conscience internationale des problèmes liés aux mines terrestres. La tenue d'une réunion complémentaire dans un avenir proche serait très utile pour faciliter le suivi de cette tâche essentielle et urgente.

L'Amérique centrale a participé activement à la Conférence de Genève, où, avec la participation du Conseil interaméricain de défense de l'Organisation des États américains, a été organisée une réunion afin d'informer les membres de la communauté internationale et, en particulier, les coopérants de la situation qui prévaut actuellement en Amérique centrale pour ce qui est du déminage, notamment sur l'importance que revêtent la coopération et l'assistance économique et technique internationale, tant bilatérale que multilatérale, dans les efforts que font les gouvernements d'Amérique centrale pour poursuivre les programmes de déminage.

À cette occasion, l'Amérique centrale, comme les deux années précédentes, a parrainé le projet de résolution intitulé «Assistance au déminage», afin de contribuer à la recherche d'une solution à ce problème complexe.

Dans le même esprit, les pays de l'isthme centraméricain ont présenté à l'Assemblée, le 27 novembre dernier, le projet de résolution intitulé «Assistance et coopération internationales en faveur de l'Alliance pour le développement durable de l'Amérique centrale», qui a été adopté le 12 décembre dernier en tant que résolution 50/58 B. La résolution lance un appel au Secrétaire général, aux organismes des Nations Unies et, en particulier, au Département de l'assistance humanitaire et à la communauté internationale pour qu'ils accordent l'appui matériel, technique et financier dont les gouvernements d'Amérique centrale ont besoin pour compléter les activités de déminage dans la région; il faudrait inclure ces activités dans les tâches

prioritaires que doit accomplir le nouveau Programme d'assistance et de coopération internationales pour l'Amérique centrale, afin d'améliorer les conditions et de promouvoir le processus de reconstruction et de développement durable et de parvenir, en fin de compte, à une paix durable et permanente dans la région d'Amérique centrale.

Nous saisissons l'occasion pour remercier l'Assemblée générale, les divers organes du système des Nations Unies, la communauté internationale et, en particulier, le Secrétaire général pour l'appel qu'ils ont lancé afin qu'un appui matériel, technique et financier nécessaire soit apporté aux gouvernements d'Amérique centrale aux fins de les aider à compléter les activités de déminage dans la région.

Afin de faciliter la gestion des activités de déminage, les gouvernements des pays d'Amérique centrale ont par ailleurs fourni au Département de l'aide humanitaire des Nations Unies des informations destinées à la banque de données concernant le déminage, ainsi que des informations sur toutes les opérations de déminages réalisées à ce jour.

Les activités de déminage en Amérique centrale ont été freinées en raison de l'absence de coopération technique et financière stable, coopération dont les gouvernements d'Amérique centrale ont besoin pour compléter les activités déjà commencées en la matière.

Il convient de signaler également que nous avons besoin d'une coordination large et efficace pour éviter qu'il y ait double emploi dans les efforts et que certains aspects particuliers soient négligés, ce qui pourrait avoir un effet négatif sur les résultats obtenus par le programme dans les pays touchés. Une coordination plus large et accrue entre les différents organes des Nations Unies et les organisations régionales qui ont participé à ces travaux — dans notre cas, l'Organisation des États américains — est indispensable pour obtenir les meilleurs résultats possibles dans la tâche que nous nous sommes fixée.

Nous saluons les mesures restrictives adoptées par de nombreux États Membres de l'Organisation des Nations Unies en ce qui concerne le transfert, la fabrication et la réduction des mines terrestres existantes et autres dispositifs antipersonnel en tant que premier pas positif vers leur élimination totale.

Dans cet esprit, les pays de notre région ont réaffirmé qu'un accord général et vérifiable sur les interdictions et les restrictions de l'emploi de certaines armes classiques réduirait sensiblement les souffrances de la population civile et des combattants. Pour cette raison, nous déplorons que la

Conférence d'examen sur la Convention de 1980, qui a eu lieu à Vienne du 25 septembre au 13 octobre de cette année, n'ait pas réussi à terminer l'examen sur les interdictions ou les limitations de l'emploi de mines, pièges et autres dispositifs qui figurent dans le Protocole II de ladite Convention. Nous demandons donc instamment aux États parties de redoubler d'efforts pour conclure les négociations ayant pour but de consolider ledit Protocole durant la reprise de la Conférence d'examen, qui poursuivra sa session à Genève du 15 au 19 janvier 1996 et du 22 avril au 3 mai de la même année.

Nous, Centraméricains, reconnaissons qu'il importe qu'un plus grand nombre d'États signent la Convention sur l'interdiction ou la limitation de l'emploi de certaines armes classiques qui peuvent être considérées comme produisant des effets traumatiques excessifs ou comme frappant sans discrimination. Nos pays prennent les mesures nécessaires pour pouvoir adhérer sous peu à la Convention et à ses protocoles.

Chaque jour qui passe fait davantage prendre conscience à la communauté internationale des problèmes que causent dans le monde les mines terrestres. Néanmoins, l'année dernière 100 000 mines terrestres seulement ont été désamorçées, tandis que 2 à 5 millions de mines ont été placées. Ces chiffres montrent qu'il ne s'agit pas d'un problème statique, mais plutôt d'une crise humanitaire récurrente, qui s'aggrave de jour en jour et qui exige de plus grands efforts et une volonté politique si l'on veut mettre fin à cette situation inhumaine qui détruit des vies humaines ainsi que l'environnement dans son ensemble.

Il nous incombe donc de réitérer une fois de plus que le problème que cause la présence de mines et d'autres dispositifs non explosés dans différentes parties du monde ne pourra être réglé définitivement que si nous parvenons à une interdiction totale de la fabrication, du stockage, de l'exportation et de la prolifération de ce type d'armes inhumaines, et c'est dans ce sens que doivent être orientés les efforts futurs de la communauté internationale. Dans cet effort, l'Assemblée peut compter sur la coopération de l'Amérique centrale.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Nous venons d'entendre le dernier orateur inscrit pour le débat sur cette question.

Compte tenu du souhait des Membres de terminer rapidement l'examen de cette question, et à la demande des auteurs du projet de résolution, j'aimerais consulter les membres de l'Assemblée pour voir s'il serait possible de

procéder immédiatement à l'examen du projet de résolution figurant dans le document A/50/L.57. Étant donné que le projet de résolution n'a été distribué que ce matin, il sera nécessaire de déroger à la disposition pertinente de l'article 78 du règlement intérieur, qui se lit comme suit :

«En règle générale, aucune proposition n'est discutée ni mise aux voix à une séance de l'Assemblée générale, si le texte n'en a pas été distribué à toutes les délégations au plus tard la veille de la séance.»

S'il n'y a pas d'objection, je considérerai que l'Assemblée accepte cette proposition.

Il en est ainsi décidé.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons maintenant examiner le projet de résolution A/50/L.57.

Je voudrais annoncer que depuis la présentation du projet de résolution, les pays suivants se sont joints à ses auteurs : Azerbaïdjan, Lettonie, ex-République yougoslave de Macédoine, Mozambique, République de Corée et République démocratique populaire lao.

Je donne maintenant la parole au représentant du Mexique qui souhaite faire une déclaration afin d'expliquer sa position avant le vote. Je rappelle aux délégations que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les délégations doivent prendre la parole de leur place.

M. Tello (Mexique) (*interprétation de l'espagnol*) : La délégation du Mexique votera pour le projet de résolution A/50/L.57.

Des millions de mines terrestres restent encore dangereusement cachées, témoins ou instruments cruels de guerres passées ou en cours. Il est particulièrement regrettable de devoir constater que l'explosion de ces engins intervient parfois dans des régions où les conflits ont cessé depuis longtemps. Le Mexique se félicite bien entendu des mesures qui visent à atténuer les souffrances endurées par des milliers de victimes, dont de nombreux enfants.

Cela dit, nous ne devons pas nous leurrer : l'effort de la communauté internationale en matière de déminage sera toujours insuffisant. Nous ne devons pas oublier qu'en raison des coûts énormes et des difficultés inhérentes, le nombre de mines neutralisées ou détruites est bien inférieur — en réalité très inférieur, nous le savons tous, et certains

orateurs l'ont rappelé aujourd'hui — à la quantité d'engins qui sont semés de par le monde.

Le déminage et le gel des exportations sont de nobles objectifs, mais ce ne sont que des palliatifs, et ces mesures ne peuvent suffire à résoudre un problème qui, à nous entendre, nous concerne tous.

Si l'objectif réel de tous les États Membres ici représentés est d'éliminer la possibilité que des enfants, des femmes et des hommes soient tués, mutilés ou empêchés de participer pleinement au développement de leurs communautés et de leurs pays, la réponse est alors simple : il faut interdire une fois pour toutes et à tout jamais la fabrication de ces instruments de souffrance et de mort. C'est la seule solution morale qui s'offre à la communauté internationale. Tant qu'aucun effort n'aura été fait dans ce sens, nous continuerons de nous leurrer.

La Conférence d'examen de la Convention sur les armes inhumaines de 1980, qui reprendra ses travaux en 1996, offrira à tous les États Membres une nouvelle occasion de montrer leur détermination réelle d'éliminer la menace que représentent les mines pour la vie et l'intégrité des hommes, des femmes et des enfants dans le monde entier. Le Mexique continuera de se consacrer à l'élimination complète de tous les types de mines.

Le Président par intérim (*interprétation de l'anglais*) : Aucun autre orateur n'a demandé la parole pour expliquer son vote.

L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution A/50/L.57.

Puis-je considérer que l'Assemblée décide d'adopter le projet de résolution A/50/L.57?

Le projet de résolution A/50/L.57 est adopté (résolution 50/82).

Puis-je considérer que l'Assemblée en a ainsi terminé avec l'examen du point 46 de l'ordre du jour?

Il en est ainsi décidé.

La séance est levée à 16 h 15.